



AUX CHEMINOTS CONTRACTUELS & STATUTAIRES

Montreuil, le 24 juin 2024

SALAIRES

QUAND LE « REMÈDE » EST UN POISON !

Les exonérations de cotisations sociales ne bénéficient ni aux salariés ni aux retraités.

Au contraire, elles détruisent leur protection sociale face à la maladie, la retraite, le chômage...

Elles satisfont uniquement la volonté des plus riches d'accaparer toujours plus de richesses.

La CGT démonte l'imposture de l'extrême droite et revendique une meilleure répartition des richesses.

L'extrême droite présente les exonérations de cotisations sociales comme LA solution au problème de pouvoir d'achat. C'est une supercherie !

UN CONSTAT SANS APPEL

75 milliards d'euros en 2022, les exonérations de cotisations sont estimées à 80 milliards en 2023.

En 10 ans, le taux d'exonération a plus que doublé pour répondre au chantage à l'emploi et aux salaires exercé par le patronat.

10 ans pendant lesquels la situation de l'emploi s'est dégradée ; 10 ans d'austérité salariale et des pensions, de baisse de pouvoir d'achat ; 10 ans de dé-financement du système de protection sociale pour légitimer les réformes d'austérité, de l'assurance chômage, des retraites, les remboursements des frais de santé...

UN SOUTIEN AU PATRONAT... AU NOM DU POUVOIR D'ACHAT

L'extrême droite s'oppose à l'augmentation du Smic et propose encore plus d'exonérations pour les employeurs.

En vidant les caisses de la protection sociale, elle légitime les coupes dans les pensions de retraite ou les remboursements de santé...

Une mesure qui ne coûte rien au patronat, mais dont les salariés paient le prix fort.

IMPOSONS UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES

Un des objectifs de l'extrême droite est de protéger les plus riches en ne remettant jamais en question la répartition des richesses produites.

Les entreprises font des bénéfices-records (146 milliards en 2023 pour les entreprises du CAC 40, 1,3 milliard en 2023 et 2,4 milliards en 2022 pour la SNCF) que les actionnaires et le patronat accaparent.

La Fédération des cheminots revendique :

- Un Smic à 2000 euros/mois brut ;
- Des augmentations générales des pensions et des salaires ;
- L'indexation des salaires sur les prix ;
- L'égalité entre les femmes et les hommes.

INDÉPENDANT, MAIS PAS NEUTRE

Un « nouveau front populaire » s'est constitué avec un programme de rupture et d'opposition avec les politiques néo-libérales de droite et d'extrême droite.

Il revient sur les attaques des précédents gouvernements (retraites, assurance chômage...) et reprend certaines revendications CGT.

Sans être la réponse à toutes nos revendications, il constitue une alternative sociale et progressiste.

Faites comme plusieurs centaines de cheminots depuis le début de l'année, rejoignez la CGT pour construire les mobilisations et gagner sur nos revendications !

**VOTEZ LES 30 JUIN ET 7 JUILLET 2024
POUR LE PROGRÈS SOCIAL**

